République Tunisienne
Ministère des Affaires Sociales
Caisse Nationale de Sécurité Sociale

الجمهورية التونسية
وزارة الشؤون الاجتماعية
الصّندوق الوطني للضمان الاجتماعي

Demande de prise en charge des indemnités de licenciement et des droits légaux

suite au licenciement pour des raisons économiques ou technologiques ou pour fermeture définitive et inopinée de l'entreprise sans respect des procédures prévues au code du travail

Je soussigné ……

immatriculé à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale sous le N° |_|_|_|_|_|_|_|_|_| |_|_|

titulaire de la carte d'identité nationale N° |_|_|_|_|_|_|_|_| délivrée le ……..

résidant à ……..…

Cité …… Immeuble n°…… Appartement n°……

Localité ……..… Code postal |_|_|_|_|

déclare que j'ai exercé auprès ……..……..……..

(nom de l'employeur ou de l'entreprise)

……..…… affilié à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale sous le N° |_|_|_|_|_|_|_| |_|_|

au lieu de travail sis à ……..……..……..…

……..…

et vu que j'ai été licencié en date du ……..……..…….. et qu'une décision judiciaire définitive a été prononcée en ma faveur précisant la cause du licenciement et fixant les montants de mes droits légaux et ce en date du ……..…….. sous le n° ……..……

du tribunal ……..……..……..…… et vu qu'il m'a pas été impossible d'exécuter cette décision

Je **demande** l'intervention de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale pour la prise en charge des indemnités de licenciement et des droits légaux jugés en ma faveur et ce conformément aux dispositions de la loi n° 96-101 du 18 novembre 1996, telle que amendée par la loi n° 2002-24 du 27 février 2002.

Et, je déclare sur l'honneur que :

☐ j'ai bénéficié ☐ je n'ai pas bénéficié des aides sociales de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale d'un montant total de **:** ……..……..……

Les indemnités et droits réclamés	Les montants	Réservé aux services de la Caisse
Les salaires et accessoires impayés		
Les congés payés non réglés		
L'indemnités de préavis de licenciement		
Montant de la gratification de fin de service(*)		

*****dans la limite d'un jour de salaire par mois de service effectif sans que le montant dépasse 3 mois de salaires.

Fait à ……..……..…… le ……..…

Signature de l'assuré social

Pièces à fournir :

- Une copie légale de la décision définitive de justice fixant les indemnités et droits légaux.
- Copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de notification de la décision judiciaire.
- Copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal constatant l'impossibilité d'exécution de la décision judiciaire.
- Attestation de non interjection d'appel ou de non pourvoir en cassation judiciaire.

Visa de l'inspection du travail territorialement compétente

P 326